

Des crédits pour assurer la fiabilité des RER...

(suite de la page 1) Ces investissements se répartissent ainsi : 2,2 M€ pour lancer la rénovation de 8 gares du RER A dont Auber, Nanterre ville, Rueil, Vincennes ; 10,2 M€ pour améliorer la régularité du RER B, avec les débuts de l'aménagement d'un quai de secours à la gare Denfert Rochereau dont la mise en service est prévu en 2014 : «Commun aux lignes de RER B et D, le tronçon situé entre les stations Denfert-Rochereau et Gare du Nord est l'un des plus chargés du monde avec 28 trains par heure et par sens en heure de pointe. Quand un incident survient sur ce tronçon, cela a des conséquences sur l'ensemble de la ligne: chaque incident impacte en moyenne 13 trains de 5 à 12 minutes.

En cas d'incident sur la ligne de RER B, l'adaptation du quai de secours de Denfert-Rochereau pourra faire office de terminus provisoire et permettra aux voyageurs en provenance du Sud de l'Ile-de-France d'avoir accès aux autres modes de transports en commun dans Paris (ligne 4 et ligne 6 du métro, bus) » explique-t-on à la Région qui a lancée des études pour permettre aux trains, en cas de situation perturbée, de faire demi-tour au niveau de la gare d'Orsay afin de réduire les phénomènes d'embouteillages sur les voies. Enfin, 3 M€ pour lancer la rénovation de 6 gares du RER D dont Villeneuve St Georges et Maisons Alfort dans le Val de Marne, dont 172 000€ pour lancer les études relatives à l'aménagement d'un quai supplémentaire dans la future gare de Pompadour (RER D) «La création de ce quai supplémentaire pourrait permettre l'amélioration de la gestion de la ligne de RER D en cas de situation perturbée ».

Sénat: Un tir d'amendements UMP et PC torpille la loi Lebranchu créant la métropole de Paris

Les sénateurs ont adopté hier des amendements de suppression des articles traitant de l'organisation de Paris et de l'Ile-de-France, présentés par l'UMP et les communistes (CRC). Les centristes se sont abstenus, sauf trois qui ont voté également cette suppression, mettant le PS et les écologistes en minorité. Ils ont d'abord supprimé par 161 voix contre 156 l'article 10 du texte qui obligeait les départements de la petite couronne à constituer des intercommunalités couvrant tout leur territoire. Puis ils ont éliminé les autres articles qui prévoyaient la création d'une future métropole de Paris constituée de la ville, des intercommunalités de la petite couronne, plus une partie contiguë de la grande couronne. L'UMP, avec

Roger Karoutchi, a tiré à boulets rouges contre ces articles. La commission des Lois du Sénat avait pourtant préalablement déjà bien réécrit le texte du gouvernement ne donnant que la compétence du logement à la future métropole. Philippe Kaltbach (PS, 92) n'en revenait pas : "Il est incompréhensible que nous n'ayons pas pu rassembler une majorité au Sénat pour inscrire la région parisienne dans le processus de métropolisation initié par le Gouvernement". Philippe Dallier (UMP, 93) estime que le gouvernement doit "revoir rapidement sa copie." Le sénateur a proposé sur ce thème de la Métropole francilienne la fusion des 4 départements de la petite couronne, qui fédère, dit-il, "de plus en plus d'élus de tous bords".

Tour Triangle: Viparis sur les rails pour la concession du Parc des Expos...

La commission ad hoc constituée pour l'attribution de la concession du Parc des Expositions de la Porte de Versailles s'est réunie la semaine dernière. Elle devait choisir entre Viparis (Unibail) et GL Events dans un climat de fortes tensions entre élus PS et UMP au sein du Conseil de Paris, les conditions consenties par la ville de Paris à Unibail laissant plus que « perplexe » les élus de l'UMP. La commission s'est prononcée pour Unibail grâce aux voix des élus PS, PC, PRG, EEELV s'étant abstenus, l'UDI n'ayant pas participé au vote, l'UMP ayant boycotté la réunion au motif « qu'Anne Hidalgo avait démissionné de la présidence de la commission d'attribution, composé de 14 élus, sans expli-

cation satisfaisante ». Ce choix devrait être validé lors du Conseil de Paris prévu les 8 et 9 Juillet prochain où les débats risquent d'être chaud. Alors que la ville de Paris était censée récupérer quelques millions d'euros dans cette opération, les responsables d'Unibail auraient réussi à démontrer qu'il fallait lui verser 20 M€ à titre de compensation... pour les retards pris et les changements intervenus entretemps. Puisque le Conseil de Paris devra aussi voter la révision simplifiée du PLU pour cette opération Triangle mais aussi pour la modification entraînée par l'aménagement de la partie Est/Grand Parc lié à cette tour qui accueillera un hôtel, un centre des congrès.

Rock-en-Seine: Le 92 quitte les tréteaux

A l'occasion de la reconduction en 2013 de la subvention régionale accordée au festival Rock en Seine, le groupe EELV a demandé une nouvelle fois l'élargissement des tarifs sociaux en direction des jeunes de moins de 26 ans pour cette manifestation d'ampleur dans le Parc de St-Cloud la baisse du montant actuel des billets à tarifs réduits, et enfin la suppression du quota de 5000 billets à tarif réduit par jour. « Actuellement, c'est encore la politique du premier arrivé, premier servi qui prévaut avec seulement 5000 billets/jour à 39€ pour un public cible qui englobe sans distinction les jeunes de moins de 18 ans, les demandeurs d'emploi, les titulaires du RSA et les étudiants. Nous voulons en finir avec ces mesurées tarifaires, pour passer enfin à un dispositif ambitieux et juste en matière de tarification sociale des festivals, conformément à la politique régionale d'accessibilité de tous les publics aux festivals! ». Mais il n'a pas été entendu car cette requête a été rejetée par l'exécutif francilien pour l'édition 2013 «étant donné le contexte de désengagement brutal du CG 92. Les élus socialistes altoséquanais ont déplorés ce désengagement du département d'accueil (265 000 €)